

L'Espagne fracturée et sous tension

En Espagne la droite et la droite extrême sont majoritaires dans plusieurs communautés autonomes et au Sénat, mais le vote aux élections générales en juillet 2023 a placé le PSOE (Parti socialiste) et ses alliés de Sumar (coalition de gauche) en position de gouverner, si les accords d'alliance pour atteindre la majorité absolue se concluent.

Dominique NOGUÈRES, membre du Bureau national de la LDH

Lors des élections municipales et régionales de mai dernier, vingt-cinq villes de plus de trente-mille habitants et douze communautés autonomes sont passées sous la coupe de la droite (Parti Populaire-PP). Dans la plupart des cas, celle-ci s'est alliée avec Vox (extrême droite) pour constituer les conseils municipaux et les représentants aux assemblées régionales. Le Sénat est dirigé par le PP et, même si Vox fait un score moins important qu'aux précédentes élections, il reste la clé pour les accords avec le PP dans de très nombreux endroits, et les relents d'une histoire que l'on pensait enterrée reviennent à la surface. La situation est donc compliquée en Espagne où, contrairement à la France, les communautés autonomes ont beaucoup de pouvoir avec des domaines d'intervention déterminants en matière sociale, éducative, de santé.

Coup de poker gagnant de Pedro Sanchez ?

Devant ce désastre, le président du gouvernement socialiste Pedro Sanchez a convoqué par anticipation, le 23 juillet dernier, les élections législatives initialement prévues en décembre. Les résultats laissent une Espagne bloquée, aucun des deux partis, PSOE (Parti socialiste) ou PP, ne pouvant actuellement former un gouvernement. Seules des alliances peuvent leur permettre d'atteindre la majorité absolue. L'écart entre les deux grands partis est faible, mais donne une légère avance au PP. C'est ce qui a permis au roi de se confor-

« Le Sénat est dirigé par le Parti populaire (droite), et, même si Vox (extrême droite) fait un score moins important qu'aux précédentes élections, il reste la clé pour les accords avec le PP dans de très nombreux endroits, et les relents d'une histoire que l'on pensait enterrée reviennent à la surface. »

mer à une soi-disant coutume en chargeant Alberto Nunez Feijoo, leader du PP, de former un gouvernement, tout en sachant pertinemment que l'alliance avec Vox est insuffisante pour atteindre la majorité absolue, vu qu'il n'a pas d'autres réserves de voix.

Le PSOE en a plus, avec l'émergence dans le paysage politique espagnol du mouvement Sumar, dirigé par Yolanda Diaz, actuelle ministre communiste du gouvernement Sanchez. Sumar regroupe plus de dix-sept partis dans toute l'Espagne et apporte du nouveau en matière de revendications sociales et sociétales. Il soutient le PSOE mais c'est le parti indépendantiste de la droite catalane dirigé par Carles

Puigdemont, Junts, qui, avec ses sept députés, est la clé d'un scrutin qui pourrait permettre à Pedro Sanchez de former un gouvernement.

Alberto Nunez Feijoo avait cependant reconnu l'impossibilité d'avoir l'investiture, faute de soutiens autres que Vox et deux députés de petits partis. Il a eu recours aux anciens de la droite la plus dure, comme le retour public de José María Aznar, lors d'une grande manifestation à Madrid.

Si Alberto Nunez Feijoo n'est pas chef du gouvernement, il aura cependant conforté sa place comme leader du PP et comme « leader de l'opposition » le 26 septembre, devant l'Assemblée, en ne ménageant pas Bildu, coalition basque partisane d'une autonomie basque, plus progressiste, qu'il accuse d'avoir sur ses listes des candidats aux mains tachées de sang. Pour preuve le slogan repris par Aznar, « Vota Txapote », en référence à l'auteur de plusieurs attentats sanglants dont celui contre Miguel Angel Blanco, conseiller municipal du PP, le 13 juillet 1997.

Seule une négociation entre le PSOE et les Catalans de ERC (Parti indépendantiste catalan classé à gauche) et de Junts, dirigé par Carles Puigdemont, toujours interdit de retour en Espagne pour cause de poursuites judiciaires, pourrait permettre une solution politique et éviter de recourir à de nouvelles élections en janvier 2024. Mais la barre est très haute avec, en demande préalable à l'investiture, une loi d'amnistie pour toutes celles et ceux qui, de près ou de loin, ont participé aux événements de 2017 pour lesquels la FIDH et le EuroMed



© EU2023/ES

Droits ont publié un rapport⁽¹⁾, à la suite du procès de Madrid en 2019 et à un référendum d'autodétermination.

L'échec de la gauche aux territoriales: pourquoi?

Deux sujets essentiels ont à la fois mis le PSOE en difficulté et permis à Vox de monter: la question de la loi «solo si es si», sur la question des violences sexuelles, et la question de l'amnistie des participants catalans aux événements de 2017.

Le premier point concerne la loi dénommée «solo si es si» («seul un oui est un oui»), contre les violences sexuelles, portée par le parti Podemos et adoptée en octobre 2022, qui avait introduit l'obligation d'un consentement sexuel explicite, une promesse faite par l'exécutif après un

«L'impact des accords Parti populaire/Vox est lourd et remet en question toutes les avancées des droits acquis depuis 1978.»

viol collectif lors des fêtes de la San Firmin à Pamplona en 2016. Une intense émotion s'était emparée du pays lors des condamnations des auteurs pour abus sexuels, et non pour viols.

Mais en éliminant le délit d'«abus sexuel», qui entraînait dans l'ancien Code pénal des peines plus faibles, pour ne retenir qu'un seul délit global d'«agression sexuelle», incluant le viol, cette loi a paradoxalement abaissé les peines pour certains types de violences sexuelles. Ce qui a eu pour effet pervers, à ce jour, de réduire les peines d'environ mille condamnés et d'en faire sortir de prison une centaine. En Espagne,

les peines sont modifiées rétroactivement si un changement du Code pénal bénéficie aux condamnés. Ainsi, le 12 septembre 2023, le tribunal de Navarre a réduit la peine d'un des condamnés, en application de cette loi.

Conscient de l'impact dévastateur de ces réductions de peines en pleine année électorale, Pedro Sanchez a fait rapidement une réforme, en introduisant de nouvelles peines plus lourdes en cas de violence ou d'intimidation, avec des notions qui avaient disparu du Code pénal du fait de la loi «seul un oui est un oui», bâtie autour du concept de consentement explicite. Malheureusement, le mal était fait. Il a permis à Vox de contester la nécessité du consentement.

Le second point à noter est la question de la politique menée envers les Catalans qui, si elle n'a pas résolu tous les problèmes, est allée dans le sens d'un certain apaisement avec la grâce partielle dont ont bénéficié les condamnés du procès de Madrid. Mais

(1) Voir www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/espagne/madrid-proces-des-independantistes-catalans-la-fidh-et-euromed-droits.

(2) ElDiario.es, 17 juin 2023.

Sumar (coalition de gauche) soutient le PSOE (Parti socialiste), mais c'est le parti indépendantiste de la droite catalane dirigé par Carles Puigdemont, Junts, qui, avec ses sept députés, est la clé d'un scrutin qui pourrait permettre au président du gouvernement socialiste Pedro Sanchez (ci-contre) de former un gouvernement.

la peur de voir se fissurer l'intégrité espagnole a beaucoup joué.

Les demandes de Junts ont ravivé les débats qui se sont durcis sur cette question, au point de voir l'association des procureurs (proche du PP) saisir la Commission européenne pour qu'elle freine toute initiative au cas où il y aurait une amnistie et qu'elle utilise les mêmes mécanismes de sanctions que pour la Pologne et la Hongrie. Rappelons que depuis 2018 la plus haute instance judiciaire, le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ), est bloquée par la droite qui en refuse le renouvellement, le président Marchena qui a jugé les leaders catalans n'étant déjà plus officiellement en fonction en 2019.

Tout cela arrive au moment de l'anniversaire du référendum du 1^{er} octobre 2017, lequel échauffe les esprits. Les leaders indépendantistes catalans ont enfin pu saisir la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) d'un recours contre leurs condamnations. L'Assemblée nationale catalane (ANC), agissant pour l'indépendance de la Catalogne, fait remarquer que si l'amnistie est prononcée, cette procédure sera sans effet, et il n'y aura pas de condamnation de l'Etat espagnol.

Les conséquences locales des accords PP/Vox

L'impact des accords PP/Vox est lourd et remet en question toutes les avancées des droits conquis depuis 1978. C'est ainsi que, dans la communauté de Valence, le PP a aussi signé en juin un accord de législation qui prévoit d'abroger la loi régionale de mémoire historique de 2017 - qui condamne le franquisme et prend en charge l'exhumation des quelque six-cents fosses communes de la guerre civile réper-

toriées dans la communauté de Valence. Julio Fernandez, 62 ans, ancien adjoint au maire socialiste chargé de la mémoire historique, est inquiet : « *Nous pouvons perdre toutes les avancées des dernières années, en matière de santé publique, de droits et de mémoire. Il y a vingt ans, presque personne ne savait qu'il existait à Parterna un poteau d'exécution où 223 républicains avaient été fusillés entre 1939 et 1956. On nous accuse de chercher une revanche mais nous voulons juste restituer la dignité de nos morts.* » Une citoyenne de Valence, Maria Dolores, 62 ans, s'alarme à ses côtés : « *Si le PP s'allie à Vox, nous allons reculer de cinquante ans.* »⁽²⁾ C'est aujourd'hui le cas.

En Aragon aussi, la loi sur la mémoire est remise en cause, le gouvernement régional nouvellement mis en place faisant les louanges d'un livre à la gloire des combattants de la division Azul partie combattre en Russie contre le « communisme ». Il en est de même avec les hommages rendus aux Brigades internationales, qui sont retirés.

Mais ce n'est pas tout. Vox se lance dans une vraie bataille idéologique contre les violences machistes qui deviennent des violences intrafamiliales, ce qui revient à lancer une vraie bataille culturelle contre le féminisme. Vox refuse de s'associer à quelque manifestation que ce soit qui ait un rapport avec des faits de violences machistes, sachant que pour ce parti les violences de genre n'existent pas. Le PP quant à lui s'est empressé, dès sa réélection à Madrid, de faire une « prise de guerre » en capturant le drapeau LGBT et en le détruisant.

Evoquons à présent le sujet de l'environnement. Autrefois paradis lagunaire du sud-est de l'Espagne, la Mar Menor (région de Murcie) meurt lentement de la pollution agricole et de l'urbanisation effrénée. Afin de protéger cet écosystème, le Parlement espagnol avait accédé à une initiative populaire et voté en faveur d'une personnalité juridique accordée à la lagune en

2022. C'est une première en Europe, qui permet de placer les droits de la nature à égalité avec les droits de l'Homme. Mais la formation d'extrême droite exige l'abrogation ou la modification substantielle de la loi qui protège la nature.

Des progrès remis en cause dans plusieurs secteurs

Dans le parc de la Doñana, près de Huelva en Andalousie, le PP et Vox se présentent comme les garants de la prospérité économique de la région de Doñana, en particulier dans les municipalités disposant de plus grandes superficies de cultures de fruits rouges, comme celles de la province de Huelva. Ainsi, un populisme de l'utilisation de l'eau réapparaît, qui contredit les critères des scientifiques, l'Union européenne et l'Unesco, en défiant même une réalité vérifiable au quotidien et en promettant des extensions d'irrigation et implicitement leurs approvisionnements. Le droit au logement est aussi remis en cause en détricotant la loi de la Vivenda (logement), arrachée de haute lutte pour protéger les locataires. Elle était entrée en vigueur le 26 mai 2023. Bien que fortement critiquée par une grande partie du secteur immobilier, elle devait apporter un règlement favorable aux locataires.

Autant dire que, quel que soit le dénouement de ce processus d'investissement, les électeurs espagnols auront momentanément évité un scénario catastrophe avec l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, mais les forces démocratiques auront beaucoup à faire pour empêcher les nostalgiques du franquisme de replonger l'Espagne dans le côté obscur de l'Histoire. La balle est revenue dans le camp du roi qui a chargé le 3 octobre Pedro Sanchez de trouver une majorité avant le 27 novembre. Les négociations continueront mais Pedro Sanchez se veut optimiste pour former un nouveau gouvernement progressiste pour les quatre prochaines années. ●

« Quel que soit le dénouement du processus d'investissement, les électeurs espagnols auront momentanément évité un scénario catastrophe avec l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, mais les forces démocratiques auront beaucoup à faire pour empêcher les nostalgiques du franquisme de replonger l'Espagne dans le côté obscur de l'Histoire. »